



## **Mémoire relatif aux consultations prébudgétaires – budget de 2020**

**Par la Coalition nationale contre le tabac de  
contrebande**

## **Recommandation**

Pour lutter efficacement contre le crime organisé et ses sources de financement, nous recommandons au gouvernement fédéral de lancer une enquête nationale sur l'économie clandestine au Canada, qui comprendrait le tabac, le cannabis, les armes à feu, les drogues et la traite de personnes.

## **Introduction**

Depuis octobre 2018, la légalisation du cannabis et le marché noir associé à ce produit ont été les principaux sujets de discussion lorsqu'on abordait la question des produits de contrebande. Selon l'objet de la *Loi sur le cannabis*, parmi les principales intentions de la légalisation, il y avait l'élimination du marché noir et de cette source de financement du crime organisé. Cependant, un examen plus approfondi du marché actuel du tabac de contrebande montre clairement que les gouvernements auront beaucoup de difficulté à éliminer le marché noir s'ils ne prennent pas de mesures concertées.

Le tabac de contrebande continue d'être un problème important au Canada. Il s'agit de la principale source de financement des groupes du crime organisé. Selon la Gendarmerie royale du Canada (GRC), plus de 175 groupes du crime organisé participent au commerce illégal. On évalue aussi que les gouvernements au Canada perdent plus de 2 milliards de dollars en revenus provenant de la taxe d'accise fédérale et provinciale chaque année. Ces revenus perdus sont versés directement aux organisations criminelles qui participent aussi à d'autres commerces illégaux, comme les drogues, les armes à feu et la traite de personnes. Ce lien est indéniable. De nombreuses perquisitions récentes en matière de tabac de contrebande ont entraîné la saisie simultanée de cocaïne, de méthamphétamines, de fentanyl et d'armes à feu.

L'Ontario continue d'être au centre du tabac de contrebande au Canada. Une cigarette sur trois achetée dans la province est illégale. L'Ontario à elle seule perd plus d'un milliard de dollars en revenus provenant de la taxe d'accise fédérale et provinciale. L'Ontario et le Québec sont les deux seules provinces au pays où du tabac est fabriqué illégalement; selon la GRC, ces deux provinces comptent plus de 50 usines de fabrication de cigarettes illégales situées sur des terres des Premières Nations.

## **Enquête nationale**

Le tabac de contrebande continue d'être la source de financement la plus importante des groupes du crime organisé au Manitoba, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et ailleurs. Ces groupes transportent des millions de cigarettes illégales dans toutes les régions au Canada en vue de leur distribution dans les communautés et par les détaillants. Même si de nombreuses personnes croient qu'il s'agit d'un crime sans victime, des données probantes évidentes montrent que ces groupes du crime organisé ont d'importantes répercussions négatives sur les communautés dans lesquelles ils œuvrent.

Tandis que la GRC et d'autres sources montrent clairement que le tabac de contrebande continue d'être un problème important au Canada, une enquête publique complète sur ce problème n'a jamais été réalisée. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement fédéral de lancer une enquête sur l'économie clandestine au Canada, qui comprendrait le tabac, le cannabis, les armes à feu, les drogues et la traite de personnes. En déterminant les principales sources de financement des groupes du crime organisé, qui sont aussi responsables du problème de blanchiment d'argent au pays, le gouvernement pourra mieux comprendre les enjeux. Des recommandations appropriées pourront être formulées.

L'information recueillie lors d'une enquête et les recommandations subséquentes qui seront formulées serviront à établir les mesures que le gouvernement et les décideurs peuvent prendre pour lutter contre l'économie clandestine et le tabac de contrebande. En plus d'éliminer une source importante de financement du crime organisé, comme le Québec l'a fait en adoptant des modifications législatives en

2009, les mesures sont associées à une hausse directe des revenus. Dans son budget provincial le plus récent, la province a enregistré un gain de près de 200 millions de dollars en raison de l'application des lois concernant le tabac de contrebande et le crime organisé. Il est probable que le gouvernement fédéral aurait encore plus à gagner sur le plan financier en luttant contre le tabac de contrebande et le crime organisé.

En outre, le gouvernement disposerait de renseignements détaillés sur le cannabis de contrebande et d'autres commerces illégaux afin d'agir.

### **Recommandation**

Pour prendre des mesures efficaces de lutte contre le crime organisé et ses sources de financement, nous recommandons au gouvernement fédéral de lancer une enquête nationale sur l'économie clandestine au Canada, qui comprendrait le tabac, le cannabis, les armes à feu, les drogues et la traite de personnes.

### **Au sujet de la Coalition**

La Coalition nationale contre le tabac de contrebande (CNCTC) est un groupe canadien formé grâce à la participation d'entreprises, d'organismes d'ordre public et de particuliers préoccupés par la problématique grandissante du tabac de contrebande. Parmi les membres, il y a l'Association des détaillants en alimentation du Québec, l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec, la Chambre de commerce du Canada, la Fédération canadienne des contribuables, le Conseil canadien des fabricants des produits du tabac, Manufacturiers et Exportateurs du Canada, le Conseil du patronat du Québec, Échec au crime, Fédération des chambres de commerce du Québec, Association Frontière Hors Taxes, l'Ontario Chamber of Commerce, Toronto Crime Stoppers, l'United Korean Commerce & Industry Association of Canada et Winnipeg Crime Stoppers.